



Merci patron ?

Mobilisation associative dans le secteur social et médico-social, mais de qui se moque-t-on ?

Le 17 novembre prochain, certaines présidences et directions d'associations du champ social et médico-social appellent à se réunir devant la préfecture de Nantes, dans le but de revendiquer l'extension du Ségur (prime accordée aux soignant·es et personnels du médico-social public suite à la crise sanitaire) à l'ensemble du personnel des établissements médico-sociaux. En effet ces associations considèrent que cette récente inégalité salariale constitue un frein aux recrutements, et donc une mise en péril de l'accompagnement.

Effectivement, nombre de travailleur·euses du social et médico-social (CHRS – MECS – IME ...) avons été sollicité·es directement par nos directions pour participer à cette mobilisation.

De meilleurs accompagnements pour les usager·ères et plus de personnels ?

Nos dirigeant·es viennent de réaliser l'impact de leurs propres politiques managériales, contre lesquelles nous, personnels syndiqué·es ou non, luttons depuis plus de vingt ans. Il s'agit de défendre une reconnaissance qualitative des prises en charges (défense et améliorations de nos conventions collectives et accords d'entreprise, revalorisation de nos salaires gelés depuis des années).

Alors pourquoi ce soudain intérêt de nos directions pour nos conditions de travail ?

Sous couvert de ces inégalités face au Ségur effectivement incompréhensibles et honteuses, nous tenons à souligner que l'alarme était déjà déclenchée depuis longtemps !

Au-delà de nos formations souvent non-reconnues, nous sommes pour la plupart dévoué·es à nos tâches et ne ménagons pas notre énergie.

Le développement de grosses boîtes d'intérim dans nos secteurs, pour prétendument pallier aux manques d'effectifs, précarise encore plus nos professions, et mettent à mal les suivis des personnes que nous accompagnons. Ces politiques continueront à stigmatiser les publics pour lesquels nous avons choisi ces professions.

Doutant fortement que nos directions soient mieux entendues que nous par les pouvoirs publics, nous rappelons que **le seul moyen** d'améliorer nos conditions de travail, et de pouvoir réellement réinventer un secteur social et médico-social au service des personnes **est la grève de l'ensemble du secteur**, quels que soient nos statuts, afin de gagner face à l'État et nos directions qui, même si elles sont associatives, cherchent toujours à travailler à moindre coup pour répondre aux appels d'offre.

Confédération nationale du travail, syndicat des travailleur·euses de la santé, du social et de l'éducation

CNT SSE 44

sse44@cnt-f.org 06 21 74 09 09

<http://cnt-f.org/ulnantes>

facebook : CNTPDLL

C/O B17 – 17 rue Paul Bellamy 44000 Nantes